

INDEX MULTIMEDIA

Société anonyme au capital de 838.243,50 €
 Siège social : 36 rue Jacques Babinet
 31100 TOULOUSE
 342.177.029 R.C.S. TOULOUSE

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL
AU
31 DECEMBRE 2008

I COMPTE DE RESULTAT (En milliers d'euros)

	Note	31/12/2008 6 mois	31/12/2007 6 mois	31/06/2008 12 mois
Chiffre d'affaires	27	34 401	47 458	87 169
Charges de marketing	27	-14 224	-19 959	-37 113
Reversements aux partenaires	27	-4 913	-4 689	-9 532
Achats d'espaces publicitaires	27	1	3	
Autres achats et charges externes *		-8 288	-11 459	-22 773
Impôts et taxes		-330	-543	-1 325
Charges de personnel **	20	-5 450	-6 724	-12 676
Dotations aux amortissements	28.1	-2 148	-2 338	-3 919
Dépréciations et provisions	28.1	-34 455	-4 883	-18 782
Licences et droits d'auteurs	21	-1 094	-1 455	-2 620
Autres produits opérationnels	22	878	590	1 216
Autres charges opérationnelles	22	-1 260	-594	-1 838
Résultat de cession de filiales			-40	-32
Résultat opérationnel		-36 882	-4 634	-22 225
Coût de l'endettement financier brut		-12	-700	-1 112
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		156	563	847
Coût de l'endettement net		144	-137	-265
Autres produits financiers	23	12	26	1 709
Autres charges financières	23	-139	-387	-820
Résultat financier		17	-498	624
Résultat avant impôt des activités maintenues		-36 865	-5 132	-21 601
Impôts sur les résultats	24.1	50	-1 321	-726
Résultat après impôt des activités maintenues		-36 915	-3 811	-20 875
Résultat net		-36 915	-3 811	-20 875
<i>Dont attribuable aux porteurs de capitaux propres de la société</i>		-36 915	-3 811	-20 875

<i>Dont attribuable aux intérêts minoritaires</i>			
Résultat par action revenant aux actionnaires de la société (en euros)			
- de base	-4,40	-0,46	- 2,56
- dilué	-4,40	-0,46	- 2,56

* L'externalisation du Centre d'appel au cours de l'exercice précédent s'est traduite par un niveau élevé de coûts. Ce contrat de prestation a été dénoncé en fin d'exercice 2007/2008

**La diminution des charges de personnel s'explique notamment par le non remplacement des départs

II BILAN (En milliers d'euros)

ACTIF	Note	31/12/2008 6mois	30/06/2008 12 mois
Ecart d'acquisition	6	20 910	55 874
Autres immobilisations incorporelles	7	358	2 024
Immobilisations corporelles	8	2 059	2 311
Actifs financiers non courants	9	491	486
Impôts différés actifs	24.3		
Autres actifs non courants	11		89
Actifs non courants		23 818	60 784
Clients	10	22 278	25 377
Créance d'impôt sur les sociétés	24	318	358
Autres actifs courants	11	10 085	9 219
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	10 441	15 342
Actifs courants		43 122	50 207
TOTAL ACTIF		66 940	110 991
PASSIF			
		31/12/2008	30/06/2008
Capital social	13.1	838	838
Primes d'émission	13.1	49 445	49 445
Réserves de conversion		-233	-142
Réserves		2 830	23 811
Résultat net, part du Groupe		-36 912	-20 875
Capitaux propres - part du groupe		15 968	53 077
Intérêts minoritaires			
Capitaux propres		15 968	53 077
Passifs financiers part non courante	16	7 003	8 900
Provisions part non courante	14	3 449	3 645
Avantages au personnel	15	156	214
Impôts différés passifs	23.4		
Passifs non courants		10 608	12 759
Passifs financiers part courante	17	104	1 910
Provisions part courante	15	1 725	1 925
Fournisseurs		19 210	23 581
Dette d'impôt sur les sociétés	24	49	149
Autres passifs courants	19	19 278	17 590

Passifs courants	40 366	45 155
TOTAL DES PASSIFS ET DES CAPITAUX PROPRES	66 940	110 991

III TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE (En milliers d'euros)

	Note	31/12/2008 6 mois	31/12/2007 6mois	30/06/2008 12 mois
Résultat net des activités maintenues		-36 912	-3 817	-20 875
Amortissements & provisions	27.1	36 658	6 863	22 453
Charges d'impôts		51	0	2250
Charges d'impôts différés		-1	-1 321	-801
Plus ou moins value de cession		8	82	204
Autres éléments du résultat sans effet sur la trésorerie	27.2	351	198	-1 242
Marge brute d'autofinancement		154	2 705	1 989
Variation du besoin en fonds de roulement	27.3	-1 800	4 409	5 871
Impôts payés		-107	0	-1 615
Charges d'intérêts reclassées en flux de financement		12	700	1 112
I- FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE		-1 741	7 115	7 357
Acquisitions d'immobilisations		-253	-236	-553
Cessions d'immobilisations		66	-41	48
Variation des prêts et créances financières		0	12	0
Incidence des variations de périmètre			-101	-187
Païement complément de prix sur acquisition WONDERPHONE	27.4		0	-4 000
II- FLUX DE TRESORERIE LIES AUX INVESTISSEMENTS		-186	-366	-4 692
Dividendes versés par la société mère			0	
Rachats d'actions propres	27.5	-167	-337	-633
Cessions d'actions propres	27.5	60	304	551
Prêt accordé par INDEX HOLDINGS JAPAN			0	
Prêt remboursé à INDEX HOLDINGS JAPAN		-1 900	-5 500	-12 500
Remboursements autres emprunts		-465	-478	-965
Charges d'intérêts décaissées		-357	-772	-1 091
III -FLUX DE TRESORERIE LIES AUX FINANCEMENTS		-2 829	-6 782	-14 639
IV - Incidence des variations des taux de change		-143	-79	-111
V- FLUX DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES MAINTENUES (I + II+ III+ IV)		-4 900	-113	-12 083
VII – FLUX NETS DE TRESORERIE DE LA PERIODE (V + VI)		-4 900	-113	-12 084
Trésorerie et équivalents de trésorerie nette à l'ouverture		15 336	27 421	27 420
Trésorerie et équivalents de trésorerie nette à la clôture		10 437	27 308	15 336
VARIATION DE TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE		-4 900	-113	-12 084

IV VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

(En milliers d'euros)

	Capital	Primes	Autres réserves	Actions propres	Différences de conversion	Résultat	Total Part du Groupe	Minoritaires	Capitaux propres
Au 30/06/2007	838	49 445	33 867	-3 665	122	-6 586	74 022	0	74 02
Différences de conversion					43		43		4
<i>Résultat reconnu directement en capitaux</i>					43		43		4
Résultat de l'exercice						-3 817	-3 817		-3 81
<i>Charges et produits de la période</i>						-3 817	-3 817		-3 81
Résultats s/ cessions d'actions propres			9	-9					
Affectation du résultat			-6 586			6 586			
Rachat actions propres				-33			-33		-3
Autres variations									
Au 31/12/2007	838	49 445	27 290	-3 707	165	-3 817	70 215	0	70 21
Au 30/06/2008	838	49 445	27 484	-3 674	-142	-20 875	53 077	0	53 07
Différences de conversion					-91		-91		-9
<i>Résultat reconnu directement en capitaux</i>					-78		-78		-7
Résultat de l'exercice						-36 915	-36 915		-36 91
<i>Charges et produits de la période</i>						-36 915	-36 915		-36 91
Résultats s/ cessions d'actions propres			-71	71					
Dividendes									
Affectation du résultat			-20 875			20 875			
Rachat actions propres				-107			-107		-10
Autres variations									
Au 31/12/2008	838	49 445	6 539	-3 710	-233	-36 913	15 967	0	15 96

V ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

V.1 INFORMATIONS GENERALES

Le groupe INDEX MULTIMEDIA est l'un des principaux fournisseurs de produits et services multimédia à destination du grand public et du monde de l'entreprise en France.

L'activité du groupe se décline en quatre Business Units retenues pour les besoins du reporting interne :

- Bien Être : activité anciennement BtoC pour adultes (Communautaire, Charme) ;
- Grand Public : activités anciennement BtoC (Logos, Sonneries, Perso Mobile) ;
- Distribution Indirecte : anciennement activités BtoB et BtoO ;
- Business Development : activités relais de croissance (Web, Agence multimedia numérique...).

INDEX MULTIMEDIA est une société anonyme, cotée à la Bourse de Paris (Euronext Compartiment C) enregistrée et domiciliée en France.

Son siège social est situé au 36 rue Jacques Babinet à Toulouse.

Les états financiers consolidés semestriels au 31 Décembre 2008 ont été arrêtés le 2 Mars 2009 par le Conseil d'Administration.

Sauf indication particulière les informations financières sont exprimées en milliers d'euros, arrondis au millier d'euros le plus proche.

V.2 FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

- **Résultats du 1er semestre de l'exercice**

La performance du Groupe sur le 1^{er} semestre de l'exercice 2008-2009 se traduit par un résultat d'exploitation négatif hors éléments non récurrents (-1,9) millions d'euros, le résultat opérationnel de (-36,9) millions d'euros étant principalement généré par la dépréciation du goodwill à hauteur de -34,96 millions d'euros. La dépréciation du goodwill est détaillée en note V6.

Les autres faits marquants peuvent se résumer ainsi :

- **Décision de liquidation des sociétés NOTEDEAL Ltd et STARPOST Development Ltd**

Le Conseil d'Administration du 12 septembre 2008 a décidé la Liquidation des sociétés NOTEDEAL Ltd et STARPOST Development Ltd. La procédure de liquidation est en cours et devrait être finalisée dans le courant du second semestre de l'exercice.

- **Remboursement d'emprunt auprès d'INDEX HOLDINGS :**

Par décision du Conseil d'Administration en date du 8 octobre 2008, INDEX MULTIMEDIA a procédé au remboursement anticipé de 1,9 M€ de l'emprunt consenti par Index Holdings.

INDEX MULTIMEDIA a obtenu d'INDEX HOLDINGS le renoncement au montant des intérêts que l'emprunt aurait généré du 1^{er} juillet 2008 au 30 juin 2009, approximativement évalué à 341.291 €. Au 31 décembre 2008, le solde de l'emprunt est ainsi ramené à 7,0 millions d'euros.

- **Litige avec un sous-traitant**

INDEX MULTIMEDIA est en litige avec l'un de ses principaux sous-traitants (CALL EXPERT) envers qui la société a dénoncé son contrat. Par arrêt rendu par la Cour d'Appel en date du 2 juillet 2008, INDEX MULTIMEDIA a été condamné à poursuivre les relations jusqu'au 30 septembre 2008. Au titre de ce litige, INDEX MULTIMEDIA a ajusté dans ses comptes le montant estimé des factures à recevoir jusqu'au 30 septembre 2008 (voir paragraphe V.15).

- **Autorisation d'entrée dans le périmètre d'intégration fiscale des sociétés TAKTIL et TMC**

Par décision du Conseil d'Administration en date du 12 septembre 2008, les sociétés TAKTIL et TMC seront intégrées dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe à compter du 1^{er} juillet 2009.

- **Autorisation de reconduite du programme de rachat d'actions**

Le Conseil d'Administration du 17 décembre 2008 a autorisé Monsieur Takuo TANIMOTO, agissant en qualité de Président Directeur Général, à reconduire le contrat de liquidité avec la Société ODDO avec une ouverture du compte de liquidité d'un montant pouvant aller jusqu'au montant des apports existant lors de la mise en place le 30 janvier 2007 avec 45.601 titres et 222.533,69 € et moyennant une rémunération forfaitaire annuelle de 24.000 €HT.

Par ailleurs, compte tenu de l'historique du cours sur les derniers mois, le Conseil a décidé de fixer un prix d'achat unitaire maximum à 40 euros, étant entendu que le Conseil se réserve la faculté de revoir ce chiffre à la hausse en fonction des situations de marché et dans la limite des 68 euros autorisés par l'Assemblée Générale.

- **Baisse d'activité**

Concernant le volume d'activité, le chiffre d'affaires du deuxième trimestre (Octobre-Décembre 2008) est de 16,4 millions d'euros, en recul de 9,1% par rapport au chiffre d'affaires de 18,05M€ réalisé lors du premier trimestre de l'exercice (Juillet-Septembre). Cette diminution a touché principalement les Business Units Grand Public (jeux interactifs en particulier) et Bien Etre (Chat, rencontre, Adulte, Audio-SMS)

Cette perte du deuxième trimestre, compte tenu des mesures de réduction de coûts mises en œuvre, devrait se stabiliser au même niveau qu'au cours du premier trimestre et ne devrait pas se dégrader malgré la baisse du chiffre d'affaires.

V.3 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLÔTURE

- **Transmission universelle de patrimoine INDEX'CELL**

Le Conseil d'Administration du 12 septembre 2008 a décidé la Transmission Universelle du Patrimoine (TUP) de la société INDEX CELL à INDEX MULTIMEDIA, réalisée à effet du 1^{er} janvier 2009. S'agissant d'une société détenue à 100%, aucun impact sur les comptes consolidés n'est constaté.

- **Projet de mise en œuvre d'un Plan de Sauvegarde de l'Emploi**

Dans le contexte des difficultés économiques rencontrées par Index Multimedia (baisse d'activité, contexte de récession et de baisse du pouvoir d'achat, impact de la loi Chatel) une convocation a été adressée le 19 janvier 2009 aux représentants du Personnel pour une réunion extraordinaire du Comité d'Entreprise le 23 janvier 2009, où il a été décidé de lancer un PSE qui devrait concerner 75 personnes.

En date du 26 janvier 2009, l'ensemble des salariés d'Index Multimedia en a été informés. Les coûts de départ du Plan estimés à 2 M€ seront pris en compte lors du second semestre de l'exercice.

V.4 Principes & méthodes comptables appliqués

En application du règlement européen n°1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés du groupe INDEX MULTIMEDIA au 31 Décembre 2008 ont été établis en conformité avec la norme IAS 34 du référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union Européenne et tel que publié par l'IASB.

Les principes et méthodes comptables retenus pour l'élaboration des comptes semestriels au 31 décembre 2008 sont identiques à ceux appliqués dans les comptes consolidés annuels arrêtés au 30 juin 2008 et disponible sur le site d'Index Multimédia. Les comptes au 31 décembre 2008 n'intègrent pas de nouvelles normes et interprétations.

- **V.4.1 – Base d'évaluation utilisée pour l'établissement des comptes consolidés**

Ces états financiers intermédiaires doivent être lus conjointement avec le rapport annuel de l'exercice clos le 30 juin 2008.

A l'exception de l'interprétation IFRIC 11 « Actions propres et transactions intra-groupe », les comptes au 31 décembre 2008 n'intègrent pas de nouvelles normes.

Les nouvelles normes IFRS, amendements et interprétations publiés et approuvés par l'Union Européenne au 31 décembre 2008 et applicables à partir de 2009 sont les suivantes :

- IFRS 8 « Secteurs opérationnels »
- IAS 23 amendé « Coûts d'emprunt »
- IFRS 2 amendé « Conditions d'acquisition des droits et annulations »
- IAS 1 révisée « Présentation des états financiers »
- IFRIC 13 « Programmes de fidélité clients »,
- IFRIC 14 « Avantages au personnel : actifs de régimes à prestations définies et obligations de financement minimum ».

Le Groupe n'a appliqué aucune de ces normes IFRS, amendements et interprétations par anticipation.

Les normes IFRS, amendements et interprétations publiés mais non encore approuvés par l'Union Européenne au 31 décembre 2008 sont les suivants :

- IFRIC 12 « Concessions de services publics », cette interprétation ne concerne pas le Groupe.

- IFRIC 15 « Accords pour la construction d'un bien immobilier », cette interprétation ne concerne pas le Groupe.
- IFRIC 16 « Couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger », cette interprétation ne concerne pas le Groupe.
- IFRS 3 révisée « Regroupements d'entreprises »
- IAS 27 révisée « Etats financiers consolidés ou individuels »
- Amendements IFRS 1 et IAS 27 « Instruments financiers remboursables par anticipation à la juste valeur et obligations liées à la liquidation »
- Amendements IFRS 1 et IAS 27 « Coût d'une participation dans une filiale, une entité contrôlée conjointement ou une entité associée ».

- **V.4.2 – Méthodes de consolidation**

- Les filiales :

Les filiales sont toutes les entités pour lesquelles le Groupe a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles en vue d'obtenir des avantages de ses activités. Le contrôle est présumé lorsque le Groupe détient directement ou indirectement plus de 50% des droits de vote. Les états financiers des filiales sont intégrés, ligne par ligne, dans les états financiers consolidés à compter de la date de prise de contrôle.

Les soldes, les transactions, les produits et charges intra-groupe avec les sociétés contrôlées sont intégralement éliminés.

- Les entreprises associées :

Les entreprises associées sont des entités dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles (présumée quand le Groupe possède 20% ou davantage des droits de vote) sans toutefois exercer un contrôle ou un contrôle conjoint sur ces politiques.

Les entreprises associées sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence et sont initialement évaluées au coût. Par la suite, la quote-part du Groupe dans les profits et pertes de l'entreprise associée est comptabilisée en résultat et la quote-part du Groupe dans les variations de capitaux propres est comptabilisée en capitaux propres. Si la quote-part du Groupe dans les pertes d'une entreprise associée est égale ou supérieure à sa participation dans celle-ci, le Groupe cesse de comptabiliser sa quote-part de pertes, à moins d'avoir une obligation légale ou implicite ou de devoir effectuer des paiements au nom de l'entreprise associée.

Le goodwill lié à une entreprise associée est inclus dans la valeur comptable de la participation. Les résultats sur les opérations internes avec les entreprises associées sont éliminés dans la limite du pourcentage de participation du Groupe dans ces entités.

- **V.4.3 Recours à des estimations**

La préparation des états financiers conformément aux normes IFRS nécessite, de la part de la direction, l'exercice du jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges et les informations relatives aux éléments d'actif et de passif éventuels. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances et certaines hypothèses concernent le futur.

Les estimations et les hypothèses risquant de façon importante d'entraîner un ajustement significatif de la valeur comptable des actifs et des passifs au cours des périodes futures concernent principalement les tests de dépréciation des écarts d'acquisition. Des tests de sensibilité aux principales hypothèses relatives à la dépréciation des écarts d'acquisition sont présentés en note V6.

Au 31 décembre 2008, les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers ont été réalisées dans un contexte de difficulté certaine à appréhender les perspectives économiques. Les estimations et hypothèses retenues dans les comptes semestriels ont été déterminées à partir des éléments en possession du groupe à la date de clôture et des tendances constatées en janvier 2009, en particulier pour la détermination des cash flows prévisionnels sur les 12 mois à venir. Le groupe a constaté de fortes variations d'activité au cours des derniers mois ce qui renforce ces difficultés d'appréhension.

V.5 – Evolution du périmètre de consolidation

- **V.5.1 Sorties de périmètre**

- Liquidation de filiales

Le Conseil d'Administration du 12 septembre 2008 a pris acte de la liquidation de la société Azote Bv en date du 6 juillet 2008.

Les impacts bilantiels de cette liquidation sont non significatifs.

• **V.5.2 Liste des sociétés comprises dans le périmètre de consolidation**

La date de clôture des exercices des sociétés consolidées est le 30 juin.

Société	Pays	%	%	Méthode *	%	%	Méthode *
		Intérêt 31/12/2008	Contrôle 31/12/2008		Intérêt 30/06/2008	Contrôle 30/06/2008	
Index Multimédia	France	100,00	100,00	Sté mère	100,00	100,00	Sté mère
Adrian Bay	France	100,00	100,00	I.G.	100,00	100,00	I.G.
STI (ex-Amitié)	France	100,00	100,00	I.G.	100,00	100,00	I.G.
Taktil	France	100,00	100,00	I.G.	100,00	100,00	I.G.
TMC	France	100,00	100,00	I.G.	100,00	100,00	I.G.
Cat	France	100,00	100,00	I.G.	100,00	100,00	I.G.
Livre	France	100,00	100,00	I.G.	100,00	100,00	I.G.
Luna	France	100,00	100,00	I.G.	100,00	100,00	I.G.
123 Multimédia Edition	France	100,00	100,00	I.G.	100,00	100,00	I.G.
Voyager	France	100,00	100,00	I.G.	100,00	100,00	I.G.
3614	France	100,00	100,00	I.G.	100,00	100,00	I.G.
123 Multimédia GMBH	Allemagne	100,00	100,00	I.G.	100,00	100,00	I.G.
	Grande-	100,00	100,00	I.G.	100,00	100,00	I.G.
123 Multimédia Limited	Bretagne						
Germany Explorer	Allemagne	100,00	100,00	I.G.	100,00	100,00	I.G.
A3W Telecom	Luxembourg	100,00	100,00	I.G.	100,00	100,00	I.G.
Acheter	France	100,00	100,00	I.G.	100,00	100,00	I.G.
Clever Maroc	Maroc	99,87	99,87	I.G.	99,87	99,87	I.G.
	Grande-	100,00	100,00	I.G.	100,00	100,00	I.G.
Noteddeal	Bretagne						
	Grande-	100,00	100,00	I.G.	100,00	100,00	I.G.
Starpost	Bretagne						
Index'Cell	France	100,00	100,00	I.G.	100,00	100,00	I.G.

* IG = Intégration globale – MEE = Mise en équivalence

V.6 ECART D'ACQUISITION

Le poste écart d'acquisition s'élève au 31 Décembre 2008 à 20 910 milliers d'euros contre 55 874 milliers d'euros au 30 juin 2008.

L'écart d'acquisition concerne principalement l'acquisition de la filiale WONDERPHONE TV réalisée le 28 mars 2006. Cet écart d'acquisition a été affecté aux différentes UGT définies par le Groupe.

Il est rappelé que l'accord d'acquisition des titres WONDERPHONE TV comprend un complément de prix conditionnel payable en BSA d'un montant maximum de 6 000 milliers d'euros à acquitter en 2009 sous réserve de réalisation de résultats. Ce complément de prix a été intégré dans le coût d'acquisition et dans le calcul de l'écart d'acquisition initial après actualisation (4,21%) au 30 juin 2008 pour un montant de 5 878 milliers d'euros, comptabilisé au 31 décembre 2008 à hauteur de 6 000 milliers d'euros dans le passif courant (voir paragraphe V.18). Le coût d'acquisition total de la société Wonderphone s'élève ainsi à 93 964 milliers d'euros. (pour mémoire, le passage de 93 964 milliers de coût d'acquisition à 82 338 milliers d'euros de goodwill est expliqué dans les annexes des exercices précédents).

La répartition de l'écart d'acquisition par UGT est présentée ci-dessous :

	Valeur brute 31/12/2008	Cumul Dépréciation suite aux tests de valeur 31/12/2008	Valeur nette 31/12/2008
UGT « Bien Etre »	40 346	(37 756)	2 590
UGT « Grand Public »	6 422	(6 422)	

UGT « Distribution Indirecte »	31 453	(13 133)	18 320
La BU « Business Développement »	4 117	(4 117)	
Total	82 338	-61 428	20 910

Les tests de dépréciation de cet écart d'acquisition ont été effectués selon la méthode présentée dans l'annexe aux comptes consolidés au 30 juin 2008.

Au 31 décembre 2008, le test de valeur réalisé a conduit à constater une dépréciation significative du Goodwill affecté à la Business Unit Bien Etre (32,1M€) ainsi qu'une dépréciation complémentaire (2,8 M€) de la totalité du Goodwill affecté à la Business Unit Biz Dev, soit un total de 35 millions d'euros.

Index Multimedia a pris en compte pour la détermination du taux d'actualisation les paramètres de marché. Compte tenu de ces paramètres, le coût moyen du capital utilisé pour actualiser les flux futurs a été fixé à 14,05% après impôt (l'équivalent avant impôt de ce taux est un taux d'actualisation de 19,45%). Il est rappelé que le taux d'actualisation utilisé au 30 juin 2008 était de 11,65% après impôt. L'augmentation de 2,4% du taux d'actualisation est principalement expliquée par l'appréciation de la prime de risque de la société notamment du fait de la prise en compte dans le Business Plan de nouvelles activités non encore lancées ainsi que celle du marché.

Les tests de dépréciation ont été réalisés à partir du Budget revu de l'exercice en cours ainsi que du Budget 2009/2010 revu pour chacune des quatre Business Units opérationnelles qui sont les quatre Unités Génératrices de Trésorerie auxquelles est affecté l'écart d'acquisition résiduel. Ce Business Plan a été arrêté par le Conseil d'Administration du 2 mars 2009. Les principales hypothèses retenues pour chaque Business Unit sont les suivantes :

- Business Unit Bien Etre : les hypothèses retenues ont pris en compte la poursuite des désengagements publicitaires depuis le début de l'année 2008 (TV: -25%) ayant conduit à une diminution accentuée du volume d'activité Community Service (Chat SMS, Audiotel principalement) qui regroupe ensemble des services de rencontres soft et hot. Dans le même temps, la baisse a été accentuée à compter de novembre sur les services Adultes (effet d'annonce loi «Chatel»). L'animation le dimanche et jour férié qui n'a pu être mise en place qu'à compter de mi décembre, est intégrée en année pleine dans le Business Plan. La dégradation de la qualité des services audiotel enregistrée au cours de l'exercice, devrait par ailleurs être stoppée par la réinternalisation de la fonction opérée en fin d'exercice 2007/2008 ;
- Business Unit Grand Public : Les prévisionnels d'activité de cette Business Unit prévoient une stabilité après une année 2008 de forte décroissance (le succès de quelques jeux SMS+ ne suffit pas à compenser la forte baisse du Chiffre d'affaires des jeux Audiotels). En effet, le semestre écoulé a fait apparaître des baisses d'activité conjointes des produits de type logos/sonnerie, fil info et jeux interactifs qui jusque là compensaient légèrement les autres lignes de produits;
- Business Unit Distribution Indirecte : les hypothèses de croissance d'activité ont été revues à la baisse compte tenu de la légère baisse d'activité enregistrée au cours du premier semestre des produits grand public liés (jeux interactifs, Imode, Logos et sonneries). A ce titre, une dépréciation exceptionnelle de 0,8 millions d'euros, soit de la totalité du solde de l'ensemble contractuel Opérateur a été réalisée au 31 décembre 2008;
- Business Unit Business Development : cette Business Unit intègre dans son Business Plan des relais de croissance futurs fondés sur un plan d'actions visant à valoriser deux actifs clé d'Index Multimedia : le WEB (à travers notamment les sites internet du groupe à fort trafic) et la base de clients actifs (à travers un approfondissement de l'outil Customer Relationship Management – CRM). Compte tenu du rallongement des délais de rentabilité des activités, les hypothèses plus conservatrices ont conduit à la dépréciation totale du Goodwill affecté.

Dans le cadre du test d'Impairment, des flux de trésorerie prévisionnels ont été élaborés sur la base des Budgets revus de l'exercice en cours ainsi que celui de l'exercice 2009/2010, ce dernier étant considéré comme Normatif a été affecté d'une croissance de 2% pour l'exercice 2010/2011. La 3ème année a servi de valeur terminale avec une hypothèse conservatrice de croissance à l'infini de 2%.

Il en résulte qu'au cours de l'exercice écoulé, les tests de dépréciation ont conduit aux dépréciations suivantes :

(En millions d'euros)

	Valeur nette 30/06/2008	Dépréciation cumulée suite aux tests de valeur	Dépréciation suite aux tests de valeur	Cumul dépréciation exercice clos au	Valeur nette au 31/12/2008

		exercice clos au 30/06/2008	31/12/2008 (Semestre 1)	31/12/2008	
UGT « Bien Etre »	34,7	-5,6	- 32,2	-37,8	2,5
UGT « Grand Public »	0	-6,4	/	-6,4	
UGT « Distribution Indirecte »	18,4	-13,1	/	-13,1	18,4
La BU « Business Développement »	2,8	-1,3	-2,8	-4,1	
Total	55,9	-26,4	-35	-61,4	20,9

La sensibilité des tests aux variations des hypothèses retenues pour la détermination de valeur d'utilité de ces groupes d'actifs est reflétée ci-dessous.

Les analyses de sensibilité ont porté sur :

- Le taux d'actualisation : une augmentation de trois points aurait pour conséquence une dépréciation complémentaire maximale de 1,4 millions d'euros ;
- Le niveau de marge brute : une dégradation de la marge brute prévisionnelle de l'ordre de 1 M€ sur la Distribution Indirecte aurait pour conséquence une dépréciation complémentaire d'environ 5,8 M€ pour cette Business Unit.

V.7 AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les variations de la période des immobilisations incorporelles sont présentées ci-dessous :

- Au 31 décembre 2008

	Logiciels et droits assimilés (*)	Relations contractuelles (**)	Autres immobilisations incorporelles	Total
<i>Valeurs brutes à l'ouverture</i>	2 589	9 896	125	12 610
Acquisitions	6	-	-	6
Diminutions	-29	-	-	-29
Ecart de conversion	-	-	-	-
Autres variations	686	-	-	686
<i>Valeurs brutes à la clôture</i>	3 252	9 896	125	13 273
<i>Dépréciations et amortissements cumulés à l'ouverture</i>	-2 384	-8 197	-5	-10 586
Amortissements	-96	-1 699	-1	-1 796
Diminutions	22	-	-	22
Ecart de conversion	-	-	-	-
Autres variations	-553	-	-	-553
<i>Dépréciations et amortissements cumulés à la clôture</i>	-3 011	-9 896	-6	-12 913
Valeurs nettes ouverture	205	1 699	120	2 024
Valeurs nettes clôture	241	-	119	360

* Ce poste comprend des actifs en location financement pour un montant net de 9 milliers d'euros au 31 Décembre 2008.

** Ce poste est relatif à l'évaluation à la juste valeur des contrats opérateurs identifiables. Les amortissements sont calculés linéairement, sur la durée restant à courir des contrats. Il est à noter que dans le cadre de la dépréciation du contrat Orange, une dotation exceptionnelle de 849 milliers d'euros a été comptabilisée au 31 Décembre.

Il est précisé que les frais de développement des produits et services engagés au cours de la période se sont élevés à 584 milliers d'euros. Les critères d'activation prévus par la norme IAS 38 n'étant pas réunis ces frais ont été intégralement comptabilisés en charges de période dans les postes de charges par nature concernés.

- Au 31 Décembre 2007

	Logiciels et droits assimilés	Relations contractuelles	Autres immobilisations incorporelles	Total
Valeurs brutes à l'ouverture	2 678	9 896	126	12 700
Acquisitions	21	0	0	21
Diminutions	-1	0	0	- 1
Ecart de conversion	0	0	0	-0
Autres variations				
Valeurs brutes à la clôture	2 698	9 896	126	12 720
Dépréciations et amortissements cumulés à l'ouverture	- 2 342	- 5 798	- 4	- 8 144
Amortissements	- 85	- 1 547	- 1	- 1 633
Diminutions	2	0	0	2
Ecart de conversion	0	0	0	0
Autres variations				
Dépréciations et amortissements cumulés à la clôture	- 2 425	- 7 345	- 5	- 9 775
Valeurs nettes ouverture	336	4 098	122	4 556
Valeurs nettes clôture	273	2 551	121	2 945

V.8 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les variations de la période des immobilisations corporelles sont présentées ci-dessous :

- Au 31 Décembre 2008

	Installation Techniques, Matériel & outillage (*)	Autres Immobilisations Corporelles	Total
Valeurs brutes à l'ouverture	11 324	1 009	12 333
Acquisitions	220	32	252
Diminutions	-252	-46	-298
Ecart de conversion			
Autres variations	84	-203	-119
Valeurs brutes à la clôture	11 376	792	12 168

<i>Dépréciations et amortissements cumulés à l'ouverture</i>	-8 200	-1 822	-10 022
Amortissements	-315	-36	-351
Dépréciations suite à test de valeur			
Diminutions	248	23	271
Ecart de conversion			
Autres variations	-8	1	-7
<i>Dépréciations et amortissements cumulés à la clôture</i>	-8 275	-1 834	-10 109
<i>Valeurs nettes ouverture</i>	3 124	-813	2 311
<i>Valeurs nettes clôture</i>	3 101	-1 042	2 059

* Ce poste comprend des actifs en location financement pour un montant net de 157 milliers d'euros au 31 Décembre 2008.

- Au 31 Décembre 2007

	Installation Techniques, Matériel & outillage	Autres Immobilisations Corporelles	Total
<i>Valeurs brutes à l'ouverture</i>	11 969	1 587	13 556
Acquisitions	18	111	129
Diminutions	-487	-213	-700
Ecart de conversion			
Variations de périmètre			
Autres variations	-48		-48
<i>Valeurs brutes à la clôture</i>	11 452	1 485	12 937
<i>Dépréciations et amortissements cumulés à l'ouverture</i>	-9 139	-1 052	-10 191
Amortissements	-660	-45	-705
Dépréciations suite à test de valeur			
Diminutions	406	205	611
Ecart de conversion			
Variations de périmètre			
Autres variations	48		48
<i>Dépréciations et amortissements cumulés à la clôture</i>	-9 345	-892	-10 237
<i>Valeurs nettes ouverture</i>	2 830	535	3 365
<i>Valeurs nettes clôture</i>	2 107	593	2 700

V.9 ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

Les actifs financiers non courants sont présentés ci-dessous :

	31/12/2008 6mois	30/06/2008 12 mois

Titres de participations dans des sociétés non consolidées		-1
Prêts et créances (a)	489	484
Autres actifs financiers (b)	2	2
Total brut	491	485
Titres de participations dans des sociétés non consolidées		
Total perte de valeur		
Total net	491	485

- (a) Ce poste est principalement composé des dépôts de garantie versés dans le cadre de la souscription de ressources en numérotation et de dépôts de garantie versés aux bailleurs de locaux des sociétés du groupe.
(b) Ce poste correspond à des parts sociales de banques mutualistes.

V.10 CLIENTS

Le poste clients se décompose comme suit :

	31/12/2008 6mois	30/06/2008 12 mois
Créances clients brutes	23 248	26 476
Dépréciations (1)	-970	-1 099
Total net	22 278	25 377

- (1) La variation du poste « dépréciations » se décompose comme suit :
- dotations aux provisions comptabilisées en résultat sur la période : 156 milliers d'euros
 - reprises sur provisions comptabilisées en résultat sur la période : 298 milliers d'euros

La ventilation par antériorité des créances clients s'effectue de la manière suivante :

	Solde 31/12/2008	A moins de trois mois	De trois à six mois	De six à neuf mois	A plus de neuf mois
Créances clients brutes	23 248	14 061	5 438	610	3 139
Dépréciations	-970				-970
Total	22 278	14 061	5 438	610	2 169

Les créances à plus de 9 mois correspondent essentiellement à un litige avec un opérateur, provisionnées à hauteur de 2 020 milliers d'euros, comme expliqué à la note V 15.

V.11 AUTRES ACTIFS

Le détail des autres actifs est présenté ci-dessous :

	31/12/2008 6mois	30/06/2008 12 mois
Créances fiscales	9 259	8 138
Créances sociales	124	54
Comptes courants	2	0

Débiteurs divers (a)	225	364
Charges constatées d'avance	475	663
Total net	10 085	9 219
- dont part non courante		89
- dont part courante	10 085	9 130

(a) Ce poste comprend principalement des créances au titre d'avoirs à recevoir de fournisseurs (93 milliers d'euros).

Le détail des antériorités des autres actifs se présente de la manière suivante :

	Solde 30/12/2008	A moins de trois mois	De trois à six mois	De six à neuf mois	A plus de neuf mois
Créances fiscales	9 259	7 552	595	614	496
Créances sociales	124	73		50	
Débiteurs divers	225	6	36	83	107
Charges constatées d'avance	475	421	21	11	20
Total net	10 085	8 052	652	758	623

V.12 TRESORERIE & EQUIVALENTS

La trésorerie et équivalents de trésorerie se décomposent comme suit :

	31/12/2008 6mois	30/06/2008 12 mois
Valeurs Mobilières de Placements (a)	1 337	2 893
Disponibilités	9 104	12 449
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets	10 441	15 342
Découverts & concours bancaires courants	5	7
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets	10 436	15 335

a) Les valeurs mobilières de placements sont valorisées à leur juste valeur au 31 décembre 2008. Le montant de l'ajustement entre la valeur nette comptable et la juste valeur s'élève à 50 milliers d'euros. Ces valeurs mobilières étant des SICAV monétaires, elles ne sont pas soumises à des risques de variation significative de valeur et peuvent donc être considérées comme des équivalents de trésorerie.

Par ailleurs, Index Multimedia n'est pas exposé de façon significative au risque sur actions (cf. Note 13.5).

La variation de la trésorerie de la période est détaillée dans le tableau des flux de trésorerie.

V.13 CAPITAL SOCIAL ET ACTIONS

• V.13.1 Capital social et prime

Le capital au 31 Décembre 2008 est fixé à 838 milliers d'euros, divisé en 8 382 435 actions d'une valeur nominale de 0,10 euros. Il est entièrement libéré.

Toutes les actions bénéficient d'un droit de vote simple.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 13 mai 2008 a autorisé le Conseil d'Administration à allouer des actions gratuites aux salariés et dirigeants d'INDEX MULTIMEDIA. L'opération se déroulerait de la manière suivante :

Maximum du capital du Groupe alloué aux salariés : 10% ;

Maximum de détention du capital du Groupe par personne pouvant bénéficier de cette allocation : 10% ;

Durée minimale pour l'acquisition des titres : deux ans, sauf cas exceptionnels. A l'issue de la période d'acquisition, cette opération emportera augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission au profit des bénéficiaires ;

Durée minimale d'obligation de détention des titres : deux ans ;

Les actionnaires renoncent de plein droit à leur droit préférentiel de souscription.

Les modalités de l'opération seront validées lors d'un prochain Conseil d'Administration ultérieur.

Au 31 décembre 2008, aucune action gratuite n'a été attribuée par le conseil d'administration.

- **V.13.2 Actions propres**

Au 31 Décembre 2008, la société Index Multimédia détient un portefeuille d'actions propres composé de 274 382 actions d'une valeur totale de 454 milliers d'euros.

Les actions propres sont présentées en diminution des capitaux propres consolidés au 31 Décembre 2008.

Au 1^{er} février 2007, la société INDEX MULTIMEDIA a confié à ODDO CORPORATE FINANCE la mise en œuvre d'un contrat de liquidité (auparavant géré par la Société Générale) conforme à la charte de déontologie de l'AFEI approuvée par l'Autorité des Marchés Financiers par décision du 22 mars 2005. Ce programme est arrivé à expiration le 24 septembre 2007 et a été renouvelé par l'Assemblée Générale annuelle du 20 décembre 2007, puis par celle du 31 Octobre 2008.

Le nombre d'actions propres au 31 Décembre 2008 s'établit comme suit :

	Nombre	Valeur (1)
Nombre d'actions propres au 30 juin 2008	232 902	1 029,3
Acquisitions de l'exercice	65 057	-515,06
Cessions de l'exercice	23 577	60,2
Annulations de l'exercice	/	/
Nombre d'actions propres au 31 décembre 2008	274 382	454,04
<i>(1) Correspond à la valeur nette comptable des actions propres dans les comptes individuels d'Index Multimedia SA.</i>		

- **V.13.3 Dividendes**

La société Index Multimédia n'a procédé à aucune distribution de dividendes au cours du semestre au titre de l'exercice clos le 30 juin 2008. La société n'envisage pas de distribuer de dividendes au titre de l'exercice clos le 30 juin 2009.

- **V.13.4 Plan d'options de souscription d'actions et plan d'attribution d'actions**

Dans le cadre de l'acquisition de la société WONDERPHONE TV SAS (France) et en application du Contrat de Cession du 28 mars 2006, l'assemblée générale extraordinaire a accordé l'émission de bons de souscription d'actions de quatre catégories différentes (BSA 1, BSA 2, BSA 3, BSA 4) pour une valeur globale de 951 milliers d'euros au titre des compléments de prix d'acquisition de la société WONDERPHONE, conditionnés à la réalisation de résultats futurs.

Parmi les bons de souscription d'actions dont l'émission a été accordée, il faut dissocier les BSA 1 et BSA 2 d'une part qui consistent à payer en actions un complément de prix conditionnel maximum de 10 millions d'euros et les BSA 3 et BSA 4 d'autre part, qui constituent un investissement capitalistique et dont l'exercice est conditionné aux résultats opérationnels du Groupe au titre des années civiles 2007 et 2008.

Les principales caractéristiques des quatre séries de bons de souscription d'actions dont l'émission est envisagée se présentent comme suit :

(1) BSA 1

Les BSA 1 ont été annulés au cours de l'exercice précédent.

(2) BSA 2

Ils sont structurés de façon à permettre un paiement en actions du Troisième Complément de Prix sur la base d'une valorisation de l'action correspondant à la moyenne des cours de clôture sur les 20 jours de bourse consécutifs précédant la date de signature du contrat de cession (le 28 mars 2006), soit 22,95 €. Le prix de souscription unitaire des actions pouvant être souscrites par exercice des BSA 2 sera donc de 22,95 €.

Dans la mesure où ce Troisième Complément de Prix pourrait atteindre au maximum 6.000.000 €, il en résulte un nombre maximum d'actions pouvant être souscrites par exercice des BSA 2 de 261.440 (des arrondis ont été effectués de façon à permettre une répartition 75% / 25% entre les vendeurs). Compte tenu du capital actuel composé de 8 382 435 actions, ces BSA 2 représentent donc au maximum environ 3,12% du capital actuel, c'est-à-dire avant toute prise en compte de l'effet dilutif des BSA 2 comme des autres bons de souscription d'actions dont l'émission est envisagée.

(3) BSA 3

Ces BSA n'étaient pas exerçables et n'existent plus.

(4) BSA 4

L'optique de ces BSA 4 est une optique d'investissement capitalistique totalement différente de celles des BSA 1 et des BSA 2.

Les BSA 4 pourront donner droit à la souscription d'un nombre maximum d'actions de 620.380 fonction du résultat opérationnel consolidé d'Index Multimédia au cours de l'année civile 2008. Le prix de souscription unitaire des actions pouvant être souscrites par exercice des BSA 4 a été établi à 38 €.

Compte tenu du capital actuel composé de 8 382 435 actions, ces BSA 4 représentent donc au maximum environ 7,4% du capital actuel, c'est-à-dire avant toute prise en compte de l'effet dilutif des BSA 4 comme des autres bons de souscription d'actions dont l'émission est envisagée.

Dans le cadre de sa gestion de la valeur du titre sur le marché, la société INDEX MULTIMEDIA confié à ODDO CORPORATE FINANCE la mise en œuvre d'un contrat de liquidité à partir du 1er février 2007, (auparavant géré par la Société Générale) conforme à la charte de déontologie de l'AFEI approuvée par l'Autorité des Marchés Financiers par décision du 22 mars 2005. Ce programme est arrivé à expiration le 24 septembre 2007 et a été renouvelé par l'Assemblée Générale annuelle du 20 décembre 2007.

Par ailleurs, dans le but de fidéliser les collaborateurs clés au sein de l'entreprise, l'Assemblée Générale Extraordinaire du 13 mai 2008 a autorisé le Conseil d'Administration à allouer des actions gratuites aux salariés et dirigeants d'INDEX MULTIMEDIA. Aucune action gratuite n'a été allouée au 31 décembre 2008.

- **V.13.5 Résultat par action**

Le résultat par action avant dilution est obtenu en divisant le résultat net de l'exercice (part du Groupe) par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice, déduction faite du nombre moyen pondéré d'actions détenues par des sociétés du Groupe.

	31/12/2008 6mois	30/06/2008 12 mois
Résultat net Part du Groupe (en milliers d'euros)	-36 915	-20 875
Moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation	8 107 522	8 154 186
Résultat par actions (en euros)	-4,40	- 2,56

Le résultat net dilué par action est calculé en prenant en compte les effets de tous les instruments en circulation potentiellement dilutifs, déduction faite du nombre moyen pondéré d'actions détenues par des sociétés du Groupe.

Le résultat net est corrigé afin d'éliminer la charge financière nette d'impôt correspondant aux instruments dilutifs. L'effet dilutif des options de souscription d'actions est calculé selon la méthode du rachat d'actions.

Au 31 décembre 2008, comme au 30 juin 2008, aucun instrument de dilution actuellement en circulation n'a été pris en compte en raison de leur effet relatif.

- **V.13.6 Risque sur actions**

INDEX MULTIMEDIA place sa trésorerie en SICAV monétaire à risque nul. Ces positions sont soldées à chaque arrêté comptable.

Concernant les actions propres, une diminution du cours du titre Index Multimedia d'un euro conduirait à une baisse de valeur de 274,8 milliers d'euros.

Risque sur les cours des actions : le degré d'exposition de la société face aux risques relatifs aux cours des actions est quasi inexistant du fait que cette dernière n'intervient pas de manière significative sur les marchés et n'opère sur aucun instrument financier classique ou dérivé.

V.14 GESTION DES RISQUES

- **V.14.1 RISQUE DE TAUX**

(en millions d'euros)	JJ à 1 an	1 an à 5 ans	Au-delà
Emprunt Index Holdings	0	7	0

Le Groupe est endetté au taux Euribor un mois pour un montant total de 7 millions d'euros au cours de l'exercice à venir. Une augmentation d'un point du taux de référence conduirait à une charge financière complémentaire de 70 milliers d'euros.

- **V.14.2 RISQUE DE CHANGE**

Suite au désengagement dans les filiales étrangères (Amérique du Nord, Asie et Europe), l'activité réalisée à l'international est presque exclusivement réalisée en euro. De ce fait, la société n'est plus exposée de façon significative aux fluctuations de parité euro avec d'autres monnaies, et ce déjà depuis le 30 juin 2007.

La société ne couvre pas son exposition aux effets de la conversion en euro des éléments d'actif et de passif et des produits et charges figurant dans les comptes de ses filiales étrangères situées en dehors de la zone euro.

Tous les risques de change sont appréhendés à la clôture de chaque arrêté des comptes et des provisions sont constatées sur les risques de change au niveau des créances et dettes en devises.

Par ailleurs, il n'existe pas d'engagement hors bilan en devises.

- **V.14.3 RISQUE DE CREDIT**

Dans le même temps, dans le cadre de son activité, INDEX MULTIMEDIA n'est pas susceptible d'octroyer un crédit (cf. Note 14.3). En effet, les principaux clients d'Index Multimedia (plus de 80% du chiffre d'affaires) sont les grands Opérateurs Télécom qui règlent selon des délais de règlement contractuels sur la base du trafic d'activité généré

- **V.14.4 RISQUE DE LIQUIDITE**

INDEX MULTIMEDIA a pu bénéficier au cours des deux exercices écoulés du soutien de sa maison mère INDEX HOLDINGS qui lui a consenti un emprunt dont le solde au 31 Décembre 2008 est de 7 millions d'euros. Dans ce contexte, au 31 Décembre 2008, Index Multimedia **n'a aucun endettement auprès** d'un établissement bancaire.

Au 31 Décembre 2008, INDEX MULTIMEDIA dispose d'une situation de Trésorerie de + 10,4 millions d'euros et d'une dette financière. Ce niveau de trésorerie permet de couvrir le cycle de financement de l'activité.

V.15 PROVISIONS

	Provisions pour litige *	Autres provisions	Total
Valeurs à l'ouverture	5 345	226	5 571
Dotations	1 301	-	1 301
Reprises utilisées	1 349	-	1 349
Reprises non utilisées	343	5	348
Variations de périmètre	-	-	-
Autres variations	-	-	-
Valeurs à la clôture	4 954	221	5 175
- dont part courante	1 685	40	1 725
- dont part non courante	3 268	181	3 449

* Les provisions pour litiges se décomposent comme suit au 31 Décembre 2008 :

	31/12/2008 6 mois	30/06/2008 12 mois

Litiges commerciaux (a)	4165	4378
Litiges sociaux(b)	737	915
Litiges fiscaux	52	52
Total	4954	5345

(a) Les provisions pour litiges commerciaux se rapportent, d'une part à des contentieux relatifs à l'application de pénalités contractuelles avec un opérateur (2 020 milliers d'euros) et à des actions en cours relatives au non respect de la réglementation liée aux pratiques concurrentielles.

Ce montant comporte d'autre part le litige entre INDEX MULTIMEDIA et son sous-traitant Call Expert. Le 22 mai 2008 suite à des dissensions Index Multimedia résiliait par anticipation le contrat cadre signé avec Call Expert (spécialiste des centres d'appel). Cette résiliation, devenue litigieuse s'est soldée par l'arrêt rendu par la Cour d'Appel le 2 juillet 2008 condamnant INDEX MULTIMEDIA à poursuivre les relations contractuelles jusqu'au 30 septembre 2008. Le Groupe donc procédé au règlement des factures sur ladite période sur la base du minimum garanti et a ajusté en conséquence le montant des provisions pour risques et charges à hauteur de 1 010 milliers d'euros (contre 1 435 milliers d'euros au 30 juin 2008) correspondant à la différence d'estimation de la valorisation des prestations entre les parties.

A noter qu'un litige est apparu post clôture sur l'échéancier de règlement des loyers relatifs au bail de Boulogne. L'impact chiffré au 31 décembre 2008 correspond à une provision de 150 K€.

(b) Les reprises de provision non utilisées correspondent principalement à des litiges sociaux provisionnés au 30 juin 2008 qui se sont soldés au cours du premier semestre par des négociations moins onéreuses que prévu.

V.16 AVANTAGES AU PERSONNEL

Les avantages au personnel provisionnés au 31 décembre 2008 concernent les indemnités conventionnelles de départ à la retraite des salariés des sociétés françaises du Groupe.

La provision pour indemnités de départ à la retraite s'élève au 31 décembre 2008 à 70 milliers d'euros (contre 214 milliers d'euros au 30 juin 2008) et a évolué comme suit au cours de l'exercice :

Données actuarielles	31/12/2008 6 mois	30/06/2008 12 mois
Table de mortalité	TGH 02 et TGF 02	TGH 02 et TGF 02
Age de départ à la retraite	65 ans	65 ans
Taux d'actualisation	4 %	4 %
Taux de progression des salaires	2 à 2,34 %	2 à 2,34 %
Taux de turnover cadres	0 à 2 %	0 à 2 %
Taux de turnover non cadres	3 %	3 %

Ce régime est non financé par Index Multimedia.

V.17 PASSIFS FINANCIERS

• V.17.1 Variation des passifs financiers

Les variations des passifs financiers de la période sont présentées ci-dessous :

	Emprunts sur location financement	Prêt Index Holdings Japon *	Autres passifs financiers **	Total
Valeurs à l'ouverture	559	9 246	1 005	10 817
Augmentation			187	187
Diminution	-465	-2 246		-2 711
Variation			-1 186	-1 186
Variations de périmètre				
Autres variations	7			7
Valeurs à la clôture	108	7 000	6	7 114
- dont part courante	104		5	109
- dont part non courante	3	7 000		7 003

* Ce montant correspond à des emprunts accordés par la société Index Holdings selon les conditions suivantes :

Solde d'emprunt pour un montant en principal de 7 millions d'euros remboursable par semestrialité de 3 millions d'euros à compter du 31 mars 2010. Le taux d'intérêt appliqué est EURIBOR un mois sur la période courant jusqu'au 30 septembre 2009 puis est EURIBOR 3 mois majoré d'une marge de 1,6 point à compter du 1^{er} octobre 2009.

Lors du premier semestre de l'exercice INDEX MULTIMEDIA a procédé à un remboursement anticipé de un million neuf cent mille euros (échéance 31 mars 2010). Le Groupe a obtenu en contrepartie le renoncement au montant des intérêts que l'emprunt aurait généré du 1er juillet 2008 au 30 juin 2009, approximativement évalué à 341.291 €. Au 31 décembre 2008, le solde de l'emprunt est ainsi ramené à 7 millions d'euros.

** Les autres passifs financiers courants au 30 juin 2008 comprenaient les montants bloqués pour paiement des associés d'un montant de 998 milliers d'euros, payés au cours de la période.

- **V.17.2 Echancier des emprunts**

Désignation	Solde 31/12/2008	A 1 an au plus	A plus d'un an et moins de 5 ans	A plus de 5 ans
Autres passifs financiers	6	5	1	
Emprunts sur location financement (a)	108	104	3	
Prêt Index Holdings (b)	7 000		7 000	
Total	7 114	109	7 004	

(a) Les dettes financières correspondant aux dettes de location financement sont à taux fixe. La société n'est pas exposée au risque de taux. Il n'est pas prévu de réviser les termes contractuels des contrats de location-financement avant leur terme. Les taux d'intérêts effectifs sont fonction de la date de mise en place des différents contrats de location financement et des montants financés. Ces taux sont compris entre 4,41 % et 4,69 %. Par ailleurs, dans le cadre de l'arrivée à échéance de deux des principaux contrats au cours de l'exercice, leur renouvellement conduira à une réduction significative des loyers de location de financement dans le cadre d'un périmètre réduit de niveau d'investissement en matériel.

- **V.17.3 Emprunts en devises**

Tous les emprunts en cours au 31 Décembre 2008 ont été souscrits en euros.

- **V.17.4 Instruments de couverture**

Il est rappelé que compte tenu de la structure de sa dette le Groupe n'est pas exposé au risque de taux ou au risque de change. Par conséquent aucun instrument dérivé de couverture n'a été mis en place au 31 Décembre 2008.

V.18 AUTRES PASSIFS COURANTS

Les autres passifs courants se détaillent comme suit :

	31/12/2008 6mois	30/06/2008 12 mois
Avances et acomptes reçus	0	0
Dettes sociales	2 552	2 440
Dettes fiscales	10 610	9 153
Complément de prix au titre de l'acquisition WONDERPHONE TV payable en BSA (1)	6 000	5 878
Produits constatés d'avance	113	113
Autres passifs courants	3	6
Total	19 278	17 590

Suivant les critères prévus par IFRS 3, le troisième complément de prix d'un montant maximum de 6 millions d'euros conditionnés aux résultats de l'année 2008, avait été enregistré dans le coût d'acquisition de WONDERPHONE au 30 juin 2007. Ce complément de prix est payable en BSA et exigible au 15 mars 2009. Il fait l'objet d'une analyse par la société et est susceptible de faire l'objet d'une contestation.

V.19 CHARGES DE PERSONNEL ET EFFECTIFS

Charges de Personnel	31/12/2008 6 mois	31/12/2007 6 mois	30/06/2008 12 mois
Salaires et traitements	3 898	4 922	9 144
Charges sociales	1 552	1 802	3 532
Total	5 450	6 724	12 676

Effectifs moyens	31/12/2008	31/12/2007	30/06/2008
Cadres	112	123	110
Non cadres	141	64	78
Total	253	187	188

Le volume d'heures de formation cumulées correspondant aux droits acquis au titre du DIF par les salariés est de 9 501 heures au 31 Décembre 2008. 140 heures ont été utilisées par les salariés au cours du semestre.

V.20 LICENCES ET DROITS D'AUTEURS

Les licences et droits d'auteurs se décomposent au 31 décembre 2008 comme suit :

	31/12/2008 6 mois	31/12/2007 6 mois	30/06/2008 12 mois
Droits d'auteurs et redevances licences	1 094	1 455	2 620
Total	1 094	1 455	2 620

La réduction significative de ce poste est expliquée par les actions menées au cours de l'exercice visant à renégocier ou à arrêter tous les contrats de licences comportant des Minimum Garantis générant des pertes pour Index Multimedia compte tenu de l'insuffisance de volume réalisé sur les produits liés.

V.21 AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

Les autres produits et charges opérationnels se décomposent au 31 Décembre 2008 comme suit :

	31/12/2008 6 mois	31/12/2007 6 mois	30/06/2008 12 mois
Autres produits	878	590	1 216
Autres charges (a)	-1 260	-594	-1 838
Total	-382	-4	-622

(a) des charges de gestion et autres charges d'exploitation pour 1 260 milliers d'euros.

V.22 AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS

Les autres charges financières nettes se décomposent au 30 juin 2008 comme suit :

	31/12/2008 6 mois	31/12/2007 6 mois	30/06/2008 12 mois
Autres produits financiers	13	26	1 709
Reprises de provisions sur actifs financiers	13	26	109
Ecart de juste valeur positif des actifs financiers	0	0	0
Abandon de créances reçu	0	0	1 600

Autres charges financières	-139	-387	-820
Autres		-11	
Dotations aux provisions sur actifs financiers	0	-65	-231
Charge liée à la désactualisation des passifs	-122	-198	-359
Abandons de créances accordés	0	0	-150
Ecart de juste valeur négatif des actifs financiers (1)	-17	-113	-80

(1) L'écart de juste valeur du portefeuille d'OPCVM INDEX MULTIMEDIA constaté dans les comptes est de 17 milliers d'euros.

V.23 IMPÔTS

- **V.23.1 Charges d'impôt sur le résultat**

La charge d'impôt s'analyse comme suit au 31 Décembre 2008 :

	31/12/2008 6 mois	31/12/2007 6 mois	30/06/2008 12 mois
Impôts courants (1)	-50	-48	-75
Impôts différés	0	1 369	801
Total	-50	1 321	726

(1) Les impôts courants correspondent aux montants des impôts sur le résultat dus à l'administration fiscale au titre de l'exercice. Ils sont calculés en application des règles et taux d'imposition en vigueur. La société INDEX MULTIMEDIA a opté pour le régime de l'intégration fiscale prévu à l'article 223A du Code Général des Impôts Français pour elle-même et les sociétés françaises qu'elle contrôle au moins à 95%.

L'évolution des dettes et créances sur impôt courant est présentée ci-dessous :

	31/12/2008 6 mois	31/12/2007 6 mois	30/06/2008 12 mois
Créances sur impôts courants	318	635	358
Dettes sur impôts courants	49	176	149

- **V.23.2 Impôts différés comptabilisés :**

Les impôts différés comptabilisés au 31 Décembre 2008 se ventilent de la façon suivante :

	31/12/2008 6 mois	31/12/2007 6 mois	30/06/2008 12 mois
Impôts différés sur déficits reportables	1494	2 718	1 819
Impôts différés sur actions propres	-1110	-813	-900
Impôts différés sur engagements de retraite	54	45	74
Impôts différés sur provision intra-groupe	-514	- 642	-517
Impôts différés sur désactualisation	0	- 98	-42
Impôts différés sur relations contractuelles activées	0	-878	-585
Impôts différés sur location financement	-22	130	95
Impôts différés sur autres différences temporelles	97	105	56
Total	0	567	0
<i>Dont impôts différés actifs</i>	<i>0</i>	<i>567</i>	<i>0</i>
<i>Dont impôts différés passifs</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>

Le montant des pertes fiscales reportables n'ayant pas donné lieu à constatation d'un impôt différé actif s'élève à 8 831 milliers d'euros.

V.24 ENGAGEMENTS HORS BILAN & PASSIFS EVENTUELS

Aucune modification significative des engagements hors bilan et passifs éventuels n'est à signaler au premier semestre 2008/2009.

V.25 TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

La société Index Multimédia fait partie du périmètre de consolidation de son actionnaire majoritaire Index Intercontinental Holdings Limited. Cette dernière fait elle-même partie du groupe japonais Index Corp., ancienne société mère directe de la société Index Multimédia.

Les transactions suivantes ont été réalisées avec les parties liées :

	INDEX HOLDINGS et ses filiales (hors groupe Index Multimedia)	Autres
Ventes de biens		
Ventes de services	66	
Ventes de biens et de services	66	
Achats de biens		
Achats de services	144	
Achats de biens et de services	144	
Intérêts financiers		
Créances sur les parties liées :		
Dettes envers les parties liées :	7 000 (1)	6 000 (2)

(1) Ce montant correspond aux emprunts accordés par INDEX HOLDINGS à la société INDEX MULTIMEDIA

(2) Ce montant correspond à la dette actualisée relative à l'acquisition de la société WONDERPHONE TV relative au troisième complément de prix non exigible au 31 Décembre 2008.

Rémunérations des principaux dirigeants :

Au 31 décembre 2008, les rémunérations et avantages attribués aux principaux dirigeants se décomposent comme suit :

Rémunération des principaux dirigeants (*)	31/12/2008 6mois	30/06/2008 12 mois
Salaires et autres avantages à court terme	71,5	173,2
Avantages postérieurs à l'emploi		
Autres rémunérations	37,5	
Indemnités de fin de contrat	119,2	
Païement en actions		
Total	228,4	173,2

(*) Nous vous précisons que les mandataires sociaux de la société contrôlante sont rémunérés par Index Multimedia pour les mandats sociaux exercés dans cette dernière. Le montant comptabilisé en charges à ce titre s'élève globalement à 228 365 euros (soit 28 651 553 yens) au titre du semestre au sein de la société contrôlante.

V.26 INFORMATION SECTORIELLE**INFORMATION SECTORIELLE PRIMAIRE**

Dans le cadre de sa nouvelle organisation, l'activité du groupe se décline aujourd'hui en quatre Business Units retenues pour les besoins du reporting interne :

- Bien Etre : activité anciennement BtoC pour adultes (Communautaire, Charme) ;
- Grand Public : activités anciennement BtoC (Logos, Sonneries, Perso Mobile) ;

- Distribution Indirecte : anciennement activités BtoB et BtoO ;
- Business Development : activités relais de croissance (Web, Agence multimédia numérique...).

Compte tenu de la mise en conformité du système d'information aux besoins du reporting interne réalisé au cours du semestre clos au 31 Décembre 2008, les données comparatives ne peuvent pas être communiquées de manière exhaustive. La répartition du chiffre d'affaires et de la Marge Brute réalisée par chaque Business Unit est la suivante :

(K€)	S1 2008/2009				
	Bien Etre	Grd Public	Distrib. Indirecte	Biz Dev	TOTAL
Chiffre d'affaires	15 120	6 037	10 682	2 560	34 400
Marge Brute	6 152	1 364	6 902	857	15 275
	40,7%	22,6%	64,6%	33,5%	44,4%

(K€)	S1 2007/2008				
	Bien Etre	Grd Public	Distrib. Indirecte	Biz Dev	TOTAL
Chiffre d'affaires	23 247	12 099	11 755	358	47 459
Marge Brute	11 720	3 720	7 011	358	22 809
	50,4%	30,7%	59,6%	100%	48,1%

Pour rappel au 30 juin 2008, une dépréciation de l'écart d'acquisition a été réalisée sur les Business Unit Bien Etre, Distribution Indirecte et Business Development (cf ; Note 6 Ecart d'acquisition)
Les principales variations d'activité observées au cours du semestre sont les suivantes :

- BU Bien Etre : la poursuite des désengagements publicitaires depuis le début de l'année 2008 (TV: - 25%) a conduit à une diminution accentuée du volume d'activité Community Service (Chat SMS, Audiotel principalement) regroupant l'ensemble des services de rencontres soft et hot. Dans le même temps, la baisse a été accentuée à compter de novembre sur les services Adultes (effet d'annonce loi «Chatel») et il est à noter que l'animation le dimanche et jour férié n'a pu être mise en place qu'à compter de mi décembre. La dégradation de la qualité des services audiotel enregistrée au cours de l'exercice, devrait par ailleurs être stoppée par la réinternalisation de la fonction opérée en fin d'exercice 2007/2008 ;
- BU Grand Public : Même si la baisse impacte l'ensemble des typologies (logo/sonnerie, fil info), ce sont les jeux interactifs qui enregistrent le plus net recul. Dans ce contexte, les investissements publicitaires de la BU Grand Public ont été considérablement réduits.
- BU Indirect Sales : la baisse d'activité a touché principalement les produits Grand Public (en particulier les jeux interactifs), la réduction d'activité au titre des ensemble contractuels renégociés avec les Opérateurs (excepté le partenariat SFR Foot Republik), une légère diminution de volume d'activité des produits bien être (SMS/chat photo, Wap).

Ventilation des actifs sectoriels

Pour les mêmes raisons que celles évoquées pour le secteur primaire, la présentation des actifs par Business Unit n'est pas jugée pertinente. Cependant, l'essentiel des actifs sont localisés en France.

INFORMATION SECTORIELLE SECONDAIRE

En application d'IAS 14 « Information sectorielle », le second niveau d'information sectorielle est organisé par secteur d'activité. En effet, le Groupe axe sa stratégie sur la complémentarité des canaux de distribution et clients finaux. Dans ce contexte, la ventilation du chiffre d'affaires est faite en trois catégories BtoC, BtoB et BtoO :

Activité	Poste	31/12/2008	31/12/2007	30/06/2008	Variation	%
		Total 6 mois	Total 6 mois	Total 12 mois	31/12/2007 31/12/2008	

BtoC	Chiffre d'affaires (1)	23 718	35 685	64 011	-11 967	-34%	
	<i>% CA "BtoC" sur CA total</i>	<i>68,9%</i>	<i>75,2%</i>	<i>73,4%</i>			
	Reversements aux Partenaires	-1 280					
	Charges de marketing	-14 065	-19 959	-37 113	5 894	-30%	
	Marge Brute sur Coût Direct	8 373	15 726	26 898	-7 353	-47%	
	<i>Taux de marge "BtoC"</i>	<i>35,3%</i>	<i>44,1%</i>	<i>42,0%</i>		-20%	
	BtoB	Chiffre d'affaires (1)	6 858	7 428	14 758	-570	-8%
<i>% CA "BtoB" sur CA total</i>		<i>19,9%</i>	<i>15,7%</i>	<i>16,9%</i>			
Reversements aux Partenaires		-3 621	-4 690	-9 532	1 069	-23%	
Charges de marketing		-101					
Marge Brute sur Coût Direct		3 135	2 738	5 226	397	-15%	
<i>Taux de marge "BtoB"</i>		<i>45,7%</i>	<i>36,9%</i>	<i>35,4%</i>		-24%	
BtoO		Chiffre d'affaires (1)	3 757	4 301	8 039	-544	-13%
	<i>% CA "BtoO" sur CA total</i>	<i>10,9%</i>	<i>9,1%</i>	<i>9,2%</i>			
	Reversements aux Partenaires	-5					
	Charges de marketing	-52					
	Marge Brute sur Coût Direct	3 699	4 301	8 039	-602	-14%	
	<i>Taux de marge "BtoO"</i>	<i>98,5%</i>	<i>100,0%</i>	<i>100,0%</i>		-1,5%	
	Autres	Autres revenus (1)	68	44	361	24	-55%
<i>% CA "Autres" sur CA total</i>		<i>0,2%</i>	<i>0,1%</i>	<i>0,4%</i>			
Achat d'espaces Publicitaires		0	0	0			
Marge Brute sur Coût Direct		68	44	361	24	-55%	
<i>Taux de marge "Autres"</i>		<i>100,0%</i>	<i>100,0%</i>	<i>100,0%</i>		0%	
Total		Chiffre d'affaires (1)	34 400	47 458	87 169	-13 058	-28%
		Marge Brute sur Coût Direct	15 275	22 809	40 524	-7 534	-33%
	Taux de Marge Brute globale	44,4%	48,1%	46,5%			

(1) – La ventilation du chiffre d'affaires provient des données de gestion internes au groupe (Tableau de Bord Financier, TBF)

Le chiffre d'affaires BtoC correspond au chiffres d'affaires Edition.

Le chiffre d'affaires BtoB correspond au chiffre d'affaires réalisé d'une part, avec les partenaires medias et les hébergés, et d'autre part, avec les opérateurs télécoms, dans le cadre des partenariats BtoB.

Le chiffre d'affaires BtoO correspond au chiffre d'affaires réalisé avec le portail des opérateurs.

Les autres ventes correspondent pour l'essentiel, à l'activité régie publicitaire en voie de nette réduction.

Le Groupe définit sa marge brute sur coût direct en imputant les charges suivantes sur le chiffre d'affaires des différents secteurs d'activité :

- Concernant le BtoC : les charges de marketing (publicité et marketing direct),
- Concernant le BtoB : les reversements effectués aux partenaires,
- Concernant les autres sources de revenus : l'achat d'espace publicitaire.

Les autres charges directes ne sont pas affectées par activité.

V.27 TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

- **V.27.1 Amortissements et provisions**

Les amortissements et provisions se décomposent comme suit au 31 décembre 2008 :

	31/12/2008 6 mois	31/12/2007 6 mois	30/06/2008 12 mois
Dépréciation de l'écart d'acquisition	34 964	5 201	20 042
Amortissements des immobilisations incorporelles	1 796	1 667	2 545
Amortissements des immobilisations corporelles	351	705	1 374
Dotations nettes aux provisions	-454	-711	-1 508
Total des amortissements et provisions	36 658	6 863	22 453

- **V.27.2 Opérations sans incidence sur la trésorerie**

Les opérations sans incidence sur la trésorerie ayant impacté le résultat de période sont relatives pour 123 milliers d'euros aux effets de la désactualisation de la dette d'acquisition de la société WONDERPHONE TV, et pour 229 milliers d'euros à l'abandon de créances de LTD et INDEX SA.

- **V.27.3 Variation du besoin en fonds de roulement**

Les flux de trésorerie relatifs à la variation du besoin en fonds de roulement de la période s'expliquent comme suit :

	30/06/2008	Variation du BFR	Variation périmètre	Autres variations	31/12/2008
Clients	25 377	-3 263	0	164	22 278
Fournisseurs	-23 581	3 783	0	588	-19 210
Autres créances liées à l'activité	9 220	1 450	0	-586	10 084
Autres dettes liées à l'activité	-12 709	-170	0	-399	-13 277
Total variation du besoin en fonds de roulement	-1 693	1 800	0	-233	-125

- **V.27.4 Prix d'acquisition lié à la société WONDERPHONE TV**

Il n'y a eu aucun décaissement dans le cadre du complément de prix dû à l'associé de WONDERPHONE TV. En effet les 4 000 milliers d'euros ont été totalement payés au 30 juin 2008.

- **V.27.5 Flux sur actions propres**

Les flux sur actions propres se décomposent comme suit :

	31/12/2008 6 mois	31/12/2007 6 mois	30/06/2008 12 mois
Flux liés aux rachats d'actions propres	-167	-337	-633
Flux liés aux cessions d'actions propres	60	304	551
Flux de trésorerie nets sur actions propres	- 117	-33	- 82

VI. RAPPORT D'ACTIVITE SEMESTRIEL AU 31 DECEMBRE 2008 (6 MOIS)

Nous vous présentons en application des dispositions de l'article L232-7al.3 du Code de commerce notre rapport d'activité semestriel.

1. Commentaires des données chiffrées du premier semestre (Comptes consolidés).

1.1 Examen des comptes et résultats du groupe.

La situation des comptes consolidés intermédiaires au 31 décembre 2008 (6 mois) est présentée avec une référence aux comptes consolidés arrêtés au 30 juin 2008 de douze mois, pour les données bilantielles, et avec une référence aux comptes consolidés arrêtés au 31 décembre 2007 de six mois pour les données du compte de résultat, afin d'assurer une meilleure lisibilité.

Au cours du 1er semestre de l'exercice 2008-2009, période du 1er juillet 2008 au 31 décembre 2008, le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 34 401 K€ contre 47.458 K€ au 31 décembre 2007. Cette baisse est principalement liée à la diminution de l'activité sur le BtoC. Le chiffre d'affaires se répartit par secteur d'activité de la façon suivante :

- BtoC : le chiffre d'affaires BtoC correspond aux ventes directes de produits et de services multimedia aux utilisateurs finaux à travers des campagnes de publicité et marketing ciblées.

Il représente 23 718 K€ au 31 décembre 2008 soit 68,9% du chiffre d'affaires total contre 35 685 K€ au 31/12/07 soit 75,2 % du chiffre d'affaires total. Cette baisse s'explique principalement par :

- la réduction des coûts publicitaires depuis le début de l'année 2008 (TV: -25%) ayant eu un impact négatif sur le volume d'activité Community Service (Chat SMS, Audiotel principalement) regroupant l'ensemble des services de rencontres soft et hot. Dans le même temps, la baisse a été accentuée à compter de novembre sur les services Adultes (effet d'annonce loi «Chatel») et l'animation le dimanche et jour férié n'a pu être mise en place qu'à compter de mi décembre pour des raisons de réglementation.

- pour les produits Grand Public, la baisse d'activité notamment liée à l'effet d'annonce de la loi Châtel impacte l'ensemble des typologies (logo/sonnerie, fil info), ainsi que les jeux interactifs qui enregistrent le plus net recul. Dans ce contexte, les investissements publicitaires de la BU Grand Public ont été considérablement réduits.

- BtoB : le chiffre d'affaires BtoB correspond au chiffre d'affaires réalisé avec les différents partenaires tels que les groupes media, les équipementiers et les opérateurs mobiles dans le cadre des partenariats BtoB.

Il représente 6 858 K€ au 31 décembre 2008 soit 19,9% du chiffre d'affaires total contre 7 428 K€ au 31 décembre 2007 soit 15,7 %. La baisse limitée d'activité a touché principalement les produits Grand Public (en particulier les jeux interactifs), une légère diminution de volume d'activité des produits bien être (SMS/chat photo, Wap).

Cette baisse limitée de l'activité BtoB correspond principalement au fort succès commercial d'un jeu télévisé développé avec un de nos principaux partenaires.

- BtoO : le chiffre d'affaires BtoO correspond au chiffre d'affaires réalisé avec le portail des opérateurs. Il représente 3 757 K€ soit 10,9% du chiffre d'affaires total en diminution de 12,6% par rapport à celui du 31 décembre 2007 où il représentait 4 301 K€ (soit 9,1%). La diminution du volume d'activité constatée est expliquée par la renégociation des contrats opérateurs (excepté le partenariat SFR Foot Republik), réalisée au cours de l'exercice 2007/2008.

- Les autres ventes correspondent pour l'essentiel, à l'activité de régie publicitaire.

Du fait de l'arrêt de cette activité au cours de l'exercice 2006/2007, elles ne représentent que 68 K€ au 31 décembre 2008, contre 44 K€ au 31 décembre 2007.

Le chiffre d'affaires se répartit par Business Unit de la façon suivante :

(K€)	Realized S1 2008/2009				
	Bien Etre	Grd Public	Ind. Sales	Biz Dev	TOTAL
NET SALES	15 120	6 037	10 682	2 560	34 400
Advertising	8 968	4 673	154	424	14 219
Partnership fees	0	0	3 627	1 280	4 906
GROSS MARGIN	6 152	1 364	6 902	857	15 275
	40,7%	22,6%	64,6%	33,5%	44,4%

Il convient de mettre une information comparative pour le S1 07/08 (cf. annexe + harmonisation de la présentation des données)

Le niveau d'activité se dégrade nettement comme analysé ci-dessus.

La baisse du taux marge brute (diminution de 3,7 points) est liée à un retour sur investissements publicitaires moins efficient.

Quant à la masse salariale, elle s'élève à 5 450 K€ au 31 décembre 2008 contre 6 724 K€ au 31 décembre 2007, soit une régression de 23,4 %. Cette baisse du coût salarial matérialise les premiers effets positifs de la restructuration.

Les dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles s'élèvent à 2 148 K€ au 31 décembre 2008 contre 2 338 K€ au 31 décembre 2007. Le poste « dépréciations et provisions nettes » connaît une forte croissance passant de 7 221K€ au 31 décembre 2007 à 36 603K€ au 31 décembre 2008 principalement du fait de la dotation pour dépréciation de l'écart d'acquisition pour 34,9 M€.

Le résultat opérationnel s'établit ainsi pour le 1er semestre de l'exercice 2008-2009 à - 36 880 K€ contre - 4 640 K€ au 31 décembre 2007.

Le résultat opérationnel hors dépréciation de l'écart d'acquisition s'établit au 31 décembre 2008 à -1.9 K€ contre 0.6 K€ au 31 décembre 2007.

Le coût de l'endettement financier net s'établit à 144 K€ contre -137 K€ au 31 décembre 2007.

Après prise en compte de l'impôt sur les résultats de 50 K€ au 31 décembre 2008 contre - 1 321 K€ au 31 décembre 2007, le résultat net de l'ensemble consolidé ressort pour le 1er semestre de l'exercice 2008-2009 à - 36 880 K€ contre - 4 640K€ au 31 décembre 2007. Il se décompose comme suit :

- résultat part du groupe : - 36 912K€
- Intérêts des minoritaires : 0 K€

1.2 Financement.

La situation de trésorerie passe de 15 336 K€ au 30 juin 2008 à 10 437 K€ au 31 décembre 2009, soit une baisse de 4 900 K€.

Les flux de trésorerie dégagés par l'activité courante d'un montant de -1 741 K€ s'expliquent principalement par la marge brute d'autofinancement qui s'élève à 154 K€ au 31 décembre 2008 et par la variation du BFR pour un montant de - 1 800 K€.

Les flux de trésorerie liés aux investissements s'élèvent à - 186 K€ contre - 366 K€ au 31 décembre 2007 et correspondent principalement au paiement du complément de prix Wonderphone (échéance du 31 décembre 2007) en numéraire.

Les flux de trésorerie liés aux financements dégagent une diminution ressource financière pour un montant de 2 829 K€ lié principalement au remboursement par anticipation de 1 900 K€ sur le prêt consenti par notre actionnaire majoritaire Index Holdings. Le différentiel correspond aux décaissements liés aux remboursements d'emprunts pour 465 K€ et aux achats nets d'actions propres.

Après impact des variations de taux de change pour - 143 K€,

1.3 Comptes sociaux. — Les données chiffrées du compte de résultat du premier semestre de l'exercice 2008-2009 des comptes sociaux, établis en référentiel comptable français conformément aux dispositions légales, s'établissent comme suit :

Chiffre d'affaires : 37 355 K€

Résultat d'exploitation : - 1573 K€

Résultat net : -35 195 K€

2. Activité de la société au cours du 1er semestre (Comptes sociaux).

L'activité du premier semestre de l'exercice 2008-2009 s'est soldée par un chiffre d'affaires de 37 355 K€ contre 51 366 K€ au 31 décembre 2007 soit une régression de 27,2 %. Cette baisse concerne également l'activité BtoC et s'explique par les mêmes raisons que celles exposées ci-dessus au titre de la baisse du chiffre d'affaires consolidé.

Les charges d'exploitation, nettes des autres produits d'exploitation régressent quant à elles d'environ régressent quant à elles d'environ 23 % par rapport au 31 décembre 2007. Le résultat d'exploitation s'élève à - 1 573 K€ contre + 776 K€ au 31 décembre 2007.

Compte tenu d'un résultat financier de + 1 027 K€, d'un résultat exceptionnel de - 34 928 K€ et d'un impôt sur les bénéfices créditeur de - 279 K€, le bénéfice net passe de - 2 566 K€ à - 35 195 K€ soit une régression de - 32 629 K€.

3. Evolution prévisible jusqu'à la clôture de l'exercice.

Le plan de fermeture des filiales étrangères étant presque terminé, l'activité est quasi exclusivement réalisée en France.

Au cours du second semestre, le groupe poursuivra sa réorganisation dans le contexte du Plan Social annoncé en février 2009 et mis en œuvre dans le courant du mois de mars 2009 dans le but d'accroître la productivité et de parvenir à un retour à la rentabilité. Ce Plan Social concerne plus de 70 personnes soit 40 % de l'effectif du groupe au 31 décembre 2008. Son coût est estimé à 2 M€.

Le recours à la sous-traitance et aux partenariats seront recherchés dans chacune des Business Units afin de faire face aux cycles de vie réduits des produits et services.

Comme indiqué dans l'annexe au paragraphe V3, le groupe a constaté une forte variabilité de l'activité liée à la conjoncture, aux différentes réglementations applicable à notre secteur (loi Châtel) et à une période rendue délicate en raison de la mise en place du Plan Social.

La note 28 de l'annexe des comptes consolidée présente les événements majeurs postérieurs au 31 décembre 2008 portant sur les points suivants :

- **Transmission universelle de patrimoine INDEX'CELL**
- **Projet de mise en œuvre d'un Plan de Sauvegarde de l'Emploi concernant 75 personnes**

4. Evénements importants survenus au cours du semestre écoulé.

- **Remboursement d'emprunt auprès d'INDEX HOLDINGS :**

Par décision du Conseil d'Administration en date du 8 octobre 2008, INDEX MULTIMEDIA a procédé au remboursement anticipé de 1,9 M€ de l'emprunt consenti par Index Holdings. INDEX MULTIMEDIA a obtenu d'INDEX HOLDINGS le renoncement au montant des intérêts que l'emprunt aurait généré du 1er juillet 2008 au 30 juin 2009, approximativement évalué à 341.291 €. Au 31 décembre 2008, le solde de l'emprunt est ainsi ramené à 7,0 millions d'euros.

- **Litige avec un sous-traitant**

INDEX MULTIMEDIA est en litige avec l'un de ses principaux sous-traitants (CALL EXPERT) envers qui la société a dénoncé son contrat. Par arrêt rendu par la Cour d'Appel en date du 2 juillet 2008, INDEX MULTIMEDIA a été condamné à poursuivre les relations jusqu'au 30 septembre 2008. Au titre de ce litige, INDEX MULTIMEDIA a provisionné dans ses comptes le montant estimé des factures à recevoir jusqu'au 30 septembre 2008.

- **Liquidation de la société AZOTE BV et décision de liquidation des sociétés NOTEDEAL Ltd et STARPOST Developments Ltd**

VII - Attestation de M. Takuo TANIMOTO Président Directeur Général sous la responsabilité duquel est établi le présent rapport financier,

Je soussigné Takuo TANIMOTO

Président Directeur Général

Atteste, qu'à ma connaissance les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société INDEX MULTIMEDIA, ou de l'ensemble des entreprises comprises dans la

consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des informations mentionnées à l'article 226-6 du règlement AMF.

Le 18 mars 2009

Takuo TANIMOTO

VIII - RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION SEMESTRIELLE AU 31 DECEMBRE 2008

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application des articles L.232-7 du Code de commerce et L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Index Multimédia S.A., relatifs à la période du 1^{er} juillet 2008 au 31 décembre 2008, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I – Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note V.6 de l'annexe concernant la dépréciation complémentaire constatée sur l'écart d'acquisition pour un montant de 35 millions d'euros.

Cette dépréciation a été réalisée sur base des estimations et hypothèses déterminées à partir des éléments en possession du groupe à la clôture du semestre et des tendances constatées début 2009.

Nous attirons également votre attention sur la situation économique actuelle qui crée un contexte incertain et des conditions spécifiques pour la préparation des comptes, particulièrement au regard des estimations comptables et des perspectives économiques comme évoqué dans la note V.4.3 de l'annexe.

Enfin, nous attirons votre attention sur la note V.18 de l'annexe concernant la dette de 6 millions d'euros payable en BSA relative au troisième complément de prix lié à l'acquisition de Wonderphone TV et qui est susceptible de faire l'objet d'une contestation.

II – Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Toulouse, le 18 mars 2009

KPMG Audits

Département de KPMG S.A.

Toulouse, le 18 mars 2009

Mazars

Christian Libéros

Associé

Michel Vaux

Associé

Erik Flamant

Associé

Président de Mazars